

La compétence territoriale permet de **déterminer quel tribunal sera compétent** d'un point de vue géographique. Deux critères peuvent être pris en compte pour déterminer cette compétence :

- **le lieu où s'est déroulée l'action** (*lieu de la signature d'un contrat, lieu de l'infraction, lieu où se trouve l'immeuble en cause, lieu où se trouve le siège de l'autorité administrative qui a pris la décision contestée, ...*)
- **le domicile de la personne** qui est attaquée en justice.

Dans tous les cas, le fait d'avoir introduit l'affaire devant un tribunal qui n'est pas le bon ne doit pas bloquer la procédure, les greffes devant renvoyer le dossier au tribunal compétent. Mais cela fait perdre un temps précieux, il vaut donc mieux être vigilant.

Dans certaines affaires il est possible de demander au départ une délocalisation du procès pour que l'affaire soit gérée par un tribunal géographiquement éloigné (*risques d'influences, ...*)

C'est de toute façon la première décision qui détermine le lieu où seront prises toutes les autres. Si l'on décide de faire appel, on ne peut plus choisir le lieu de la Cour d'appel.

Dans la construction de la stratégie judiciaire, le choix du tribunal devant lequel on va porter l'affaire, peut se révéler important pour deux raisons :

- **Le fonctionnement du tribunal et notamment les délais** inhérents à chaque tribunal pour traiter une affaire (*qui peuvent être plus ou moins longs selon les endroits*).
- **Sa position dans le domaine concerné** (*regarder les jurisprudences rendues dans des affaires similaires*).

Au niveau des juridictions d'appel, c'est la localisation de la juridiction qui est déterminante. Par exemple, un jugement rendu par le juge de paix de Wavre sera adressé au Tribunal de première instance de Nivelles pour faire appel.

Il n'y a aucune exigence en ce qui concerne la Cour de Cassation.